

▪ **US : Longévité du cycle**

Avril s'est achevé avec une amplification de la hausse de Wall Street (+4%), toujours galvanisé par la politique de la Banque centrale américaine. La performance sur les 4 premiers mois de l'année a été spectaculaire. La chute du dernier trimestre 2018 apparaît presque, désormais, comme un incident de parcours.

Le tournant avait été amorcé en début d'année par la Fed qui avait fait volte-face en mettant fin à sa hausse des taux pour 2019. A cela s'est ajoutée la résistance de l'économie américaine, ainsi que des résultats d'entreprises supérieurs aux attentes. Le tout a délivré un cocktail de catalyseurs haussiers pour Wall Street.

Alors que l'Europe piétine dans sa croissance et que la Chine se bat pour éviter un ralentissement, les États-Unis, eux, continuent leur trajectoire, défiant toutes les théories et cycles économiques. 10 ans après être sortie d'une récession profonde, l'économie américaine devrait d'ailleurs battre cette année un record de longévité en réalisant sa plus longue phase d'expansion jamais observée. À la grande joie de Donald Trump ! On ne peut pas nier que le plan de relance initié par le président américain a eu un impact sur l'économie, les baisses d'impôts consenties aux entreprises ont notamment soutenu l'investissement.

Un scénario validé par la publication du PIB américain pour le premier trimestre, qui a surpris même les plus optimistes. La croissance est ressortie à + 3.2%, largement au-dessus de toutes les prévisions.

Les investisseurs ont salué par ailleurs les chiffres du rapport mensuel sur le marché du travail, qui illustre le dynamisme de l'économie américaine en avril. 263.000 emplois ont été créés et le taux de chômage est descendu à 3,6%, au plus bas depuis presque cinquante ans ! Dans le même temps, le salaire horaire a légèrement progressé. Mais pas trop. Une hausse mesurée qui implique que la Fed ne soit pas sous pression pour remonter rapidement ses taux. Une configuration appréciée par les investisseurs.

Ces chiffres sont à nouveau une preuve que les États-Unis ne sont pas proches de la récession, comme beaucoup d'analystes tablaient en fin d'année 2018.

Le ralentissement de la consommation des ménages et la progression modérée des commandes de biens durables (deux paramètres importants de l'économie US) invitent toutefois à relativiser la performance de l'économie américaine.

Mais là aussi l'interprétation des marchés est positive. L'économie US délivre de bons chiffres, mais pas trop. Un environnement à priori non inflationniste, qui évite la surchauffe de l'économie et l'emballlement des taux longs. Aujourd'hui le « T-Note » à dix ans US est à 2,5% et parfaitement maîtrisé.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

La croissance US est également portée par une saison des résultats pour l'essentiel positive et plutôt encourageante. Ainsi, sur les trois quarts des sociétés du S&P500, qui ont dévoilé leurs chiffres, environ 80% d'entre elles ont publié des bénéfices supérieurs aux attentes. Il faut dire que les prévisions avaient été globalement révisées en baisse, limitant le risque de déception et augmentant, de fait, les surprises positives.

▪ **ACCORD US/CHINE : Guerre commerciale relancée ?**

Mise sous le tapis depuis quelques semaines, les investisseurs semblaient presque avoir oublié l'épée de Damoclès de la Guerre commerciale. Le mois d'avril s'est écoulé dans l'idée qu'un accord serait prochainement signé, le « deal » attendait juste d'être finalisé, selon les différents échos.

Les négociations commerciales reviennent pourtant au-devant de la scène. Les investisseurs ont été pris par surprise avec les tweets du président américain, qui a annoncé un relèvement des droits de douane sur les produits chinois (à compter du 10 mai). Il a indiqué dans un tweet que les taxes douanières sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises seront relevées de 10% à 25%.

Donald Trump remet donc la pression sur la Chine dans ce qui semblait être la dernière ligne droite dans les négociations. Cette menace, alors que les discussions entre Washington et Pékin semblaient avancer, a déstabilisé les marchés. Trump entend ainsi accélérer la conclusion des tractations commerciales avec la Chine, qu'il estime trop lentes. Pour cela il utilise sa technique favorite : la menace.

Fidèle à ses méthodes brutales de négociateur, le président américain a décidé d'ajouter un cran supplémentaire à la pression contre Pékin, avant de nouvelles rencontres entre les délégations commerciales des deux pays.

Il peut s'agir d'un coup de « bluff » de Trump, comme à son habitude, de manière à obtenir des concessions. Mais c'est à double tranchant. Cette stratégie est une tactique risquée susceptible de heurter Pékin, qui n'aime pas la provocation.

D'autant que la Chine qui estime avoir fait suffisamment de concessions pour satisfaire les États-Unis, réclame une fin rapide des sanctions américaines (qui ont commencé à éroder sa croissance).

Toutefois, la première réaction des chinois à la décision de Trump a été mesurée. Pékin n'a pas fermé la porte aux négociations. Pour la Chine, aucun des camps n'a avantage à ce que l'accord commercial périclite.

Mais le fait que Donald Trump veuille mettre la pression accroît pour l'heure l'incertitude et donc la volatilité des marchés. L'annonce a jeté un froid sur l'ensemble des marchés financiers mondiaux.

▪ **FED : Statu Quo**

Lors de sa dernière réunion, la Réserve fédérale américaine a laissé entendre qu'il n'était pas nécessaire de modifier ses perspectives de politique monétaire dans un avenir proche.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Après l'adoption surprise d'un ton accommodant depuis le début de l'année, la Banque centrale américaine prévoit un *statu quo* pour toute l'année 2019.

Désormais, il y a peu de chances que la Fed ne remonte ses taux au vu des perspectives d'inflation. Mais elle ne peut pas non plus les baisser, au vu des conditions économiques.

Ceux qui avaient espoir d'une baisse des taux cette année (dont Trump) ont donc été déçus. Trump avait déjà mis la pression pour que la FED ne monte pas ses taux en 2019. Et il a obtenu gain de cause. Son nouveau combat contre la Fed est de la pousser à baisser ses taux, pour soutenir l'économie. Le patron de la Fed, Jerome Powell, a peut-être donné l'impression d'avoir cédé une fois, mais peu de chance qu'il puisse céder une nouvelle fois à la pression.

Si une pause dans la hausse des taux était justifiée par les signes de ralentissement de l'économie américaine, une baisse va être difficile à expliquer à ce stade, alors que le PIB US est ressorti à 3,2% en rythme annuel et que les États-Unis sont au plein-emploi.

Il faudrait que l'inflation diminue davantage et de façon persistante pour convaincre la Fed de diminuer ses taux directeurs. Si Jerome Powell a dû reconnaître que l'inflation évoluait sous son objectif de 2%, il estime que la faiblesse de l'inflation (actuellement à 1,6%) est due à des éléments temporaires.

En conclusion, il y a peu de chances que la Fed ouvre la porte à une baisse des taux, avec une croissance américaine aussi solide.

▪ **EUROPE : Un léger mieux**

Le bilan boursier au mois d'avril a été très positif (+4% en moyenne en Europe), la petite consolidation des marchés européens suite à la publication d'indicateurs PMI en demi-teinte pour le mois d'avril n'a finalement pas entravé la bonne marche des marchés.

En fait, le positionnement excessivement prudent des investisseurs, qui ont peu investi en actions au premier trimestre et manqué la hausse, explique aussi l'ampleur du rallye au Printemps. Il a suffi d'un meilleur indicateur économique allemand (Zew) et d'une relative stabilité économique en Chine pour que les acheteurs reprennent confiance.

L'économie de la zone euro a pour sa part commencé 2019 sur une note assez positive : le PIB de la zone euro a progressé de 0,4% au 1^{er} trimestre (contre 0,3% attendu), avec une baisse du chômage de 7,7% en mars (contre 8,5% un an plus tôt).

Le secteur industriel de la zone euro continue toutefois à inquiéter, notamment en Allemagne. Le plus gros moteur de l'économie européenne se grippe à cause de son industrie. L'économie allemande est massivement orientée vers les exportations, elle est donc très dépendante du contexte économique international, son plus gros marché étranger étant la Chine. La croissance allemande prévue pour cette année a, en conséquence, été divisée par deux. En l'espace de quelques mois elle est passé de plus de 1% à 0,5%.

Situation tout à fait inédite pour être évoquée, la croissance française devrait faire mieux que celle de l'Allemagne cette année : 1,3 % en rythme annuel. Pour une raison simple, l'économie française est moins exportatrice que l'Allemagne, elle est donc *de facto* moins exposée aux

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

turbulences mondiales. L'économie française, devrait en plus pouvoir compter sur la consommation, alors que le gouvernement a débloqué depuis décembre dernier, près de 10 milliards d'euros de mesures de soutien pour 2019. Ce qui devrait donner un coup de pouce au pouvoir d'achat.

Timide éclaircie du côté de l'Italie, qui est sortie de la récession au premier trimestre 2019, enregistrant une croissance de 0,2% de son PIB en rythme annuel. La croissance italienne avait reculé de -0,1% tant au troisième qu'au quatrième trimestre 2018, signant ainsi "une récession technique". L'Italie était le seul pays de la zone euro dans une telle situation.

Pour essayer de contrecarrer cette récession qui la guette, le gouvernement italien prévoit la poursuite, jusque fin 2019, d'importantes déductions fiscales pour les entreprises investissant dans des machines ou de l'immobilier, ainsi qu'une baisse des impôts sur les sociétés, afin de favoriser les investissements, en berne dans le pays.

La coalition populiste avait promis de relancer la croissance. Mais ce gouvernement est au pouvoir depuis plus d'un an et c'est le contraire qui s'est produit. Peut-être qu'avec des mesures concrètes de soutien aux entreprises et aux investissements la donne pourrait être inversée.

La micro-économie a aussi joué un rôle assez prépondérant ce mois-ci dans la bonne orientation des marchés européens. Concernant la saison des résultats, plus de la moitié des sociétés ont annoncé des bénéfices supérieurs aux attentes. Bonne surprise, l'Europe est en passe de réaliser son meilleur trimestre de résultats sur les sept derniers trimestres.

Dernier point, les investisseurs semblent soulagés par l'éloignement de la perspective d'un « hard Brexit ». Ayant majoritairement exclu l'hypothèse du « no deal », le Brexit devrait finalement avoir lieu cet automne. L'UE a convenu d'offrir à Theresa May un report flexible jusqu'au 31 octobre, avec possibilité de sortir dès qu'elle aura fait adopter l'accord de retrait par son Parlement. Un « deal » dont les marchés se sont momentanément satisfaits.

▪ **BCE : Patience de Draghi**

Statu quo également du côté de la BCE. La Banque Centrale s'est engagée, sans surprise, à maintenir ses taux d'intérêt à des plus bas records, au moins jusqu'à la fin de cette année.

Dans la même mouvance que la Fed, le président de la Banque centrale européenne s'est montré très accommodant depuis quelques mois, rassurant sur le fait que l'institution européenne avait tous les instruments à sa disposition pour soutenir l'économie de la zone euro. Si besoin.

Mario Draghi n'a guère donné de détails sur les mesures de stimulation envisagées, mais n'a pas manqué de souligner les risques baissiers liés aux tensions commerciales et à d'autres incertitudes.

En ce qui concerne les « TLTRO », ces prêts géants long terme octroyés aux banques, c'est encore flou et les montants n'ont pas encore été discutés. Toutes les précisions seront communiquées lors des prochains meetings de la BCE.

Draghi semble, pour l'heure, botter en touche sur le sujet. Mais rappelons que Mario Draghi est connu depuis le début de son mandat comme quelqu'un qui ne se précipite pas. Le

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

ralentissement n'est pas encore assez fort, sans doute, pour sortir l'arsenal de soutien. D'autant plus que les marges de manœuvre de la BCE sont limitées et il vaut mieux les utiliser à bon escient.

Le départ de Mario Draghi à l'automne prochain complique également l'évolution du discours de la BCE. Il est assez difficile d'engager sa parole au-delà de son mandat.

Le successeur du patron de la BCE doit être nommé après les élections européennes de la fin du mois de mai.

Draghi est une personnalité puissante, qui a eu l'approbation des marchés, il ne sera pas facile de lui succéder. En particulier, si son successeur est l'allemand Weidman, le président de la Bundesbank, dont les opinions en matière de politique monétaire sont beaucoup plus « faucon ».

▪ **ÉMERGEANTS : Retour en grâce**

L'année 2019 sourit aux marchés émergents qui devraient enregistrer une croissance supérieure à 4 % cette année. La confiance est revenue sur ces marchés, entraînant le retour des capitaux étrangers.

Les fondamentaux de ces pays se sont améliorés et sont globalement plus sains. En outre, l'évolution récente de l'environnement monétaire leur est favorable. En effet, un apaisement des taux US a généré de l'attractivité aux yeux des investisseurs étrangers. Les pays émergents profitant du faible coût de la liquidité internationale pour financer leur économie.

Les émergents profitent également de la reprise de l'économie chinoise. La croissance de la Chine, moteur économique de ces pays, qui avait concentré beaucoup d'inquiétudes l'an dernier, donne à nouveau des signes de rebondissement, grâce aux mesures de soutien du gouvernement chinois (baisse de la TVA, réduction d'impôts, aides aux petites et moyennes entreprises à travers des prêts etc...), qui devraient débloquer la croissance.

Des mesures qui viennent contrebalancer les effets de la guerre commerciale. La Chine a ainsi publié une série de chiffres encourageants qui ont surpris à la hausse les investisseurs : consommation (+8,7% en rythme annuel vs +8,2% en février) et de la production industrielle (+8,5% vs +5,3%).

L'Inde a elle aussi beaucoup à offrir. Les investisseurs internationaux croient à l'impact des réformes engagées par le Premier ministre, Narendra Modi, qui devraient stimuler la croissance économique indienne dans les années à venir. La prévision de croissance du PIB pour 2019 est de 7,5 %. Ce pays est reconnu pour son savoir-faire dans les nouvelles technologies et offre un fort potentiel de croissance. L'Inde s'est établie dans les rangs des plus grandes économies du monde et est sur le point de remplacer le Royaume-Uni à la cinquième place en 2019 !

Les élections du mois de mai pourraient représenter un obstacle à court terme, mais les avantages structurels restent inchangés et les bénéfices des entreprises ne cessent de progresser.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

En Amérique latine, si la situation du Venezuela est toujours aussi critique, le Brésil, à l'inverse, nourrit beaucoup d'espoirs chez les investisseurs, avec des réformes favorables aux affaires. Le nouveau gouvernement de Bolsonaro est plus favorable aux entreprises. Bolsonaro s'est engagé à ouvrir l'économie brésilienne au monde, à mettre en œuvre une réforme fiscale et à mener à bien la privatisation. Les marchés ont applaudi sa politique d'ouverture pro-business.

La Russie, de son côté, devient à nouveau un pays intéressant pour les investisseurs. L'économie est sur un mode stable. Le rouble est plus stable depuis que Poutine a mis en place une politique à la « norvégienne ». C'est à dire que les recettes fiscales dues au pétrole sont désormais stérilisées, à partir d'un certain niveau. Le rebond des cours de l'or noir explique pour l'essentiel la meilleure forme de la Bourse de Moscou.

De nombreux arguments militent donc, désormais, en faveur des émergents, offrant des opportunités d'investissement très intéressantes. Il faut juste être sélectif et éviter les maillons les plus faibles comme la Turquie et l'Argentine.

▪ **EUR-USD : Baisse de l'euro**

La chute de l'euro s'accélère face au dollar. Les fondamentaux restent en faveur du billet vert. Le marché des changes est, en effet, toujours dominé par la vigueur de la monnaie américaine qui bénéficie d'un cadre macro-économique en sa faveur.

La croissance plus forte qu'attendu du PIB américain au premier trimestre, 3,2 % (contre 2,3 % prévu) a conforté, d'autant plus, les acheteurs de dollars.

De plus le marché du travail américain reste très solide, avec un taux de chômage à 3.6%, au plus bas depuis 49 ans ! L'économie des Etats-Unis continue de créer plus de 200.000 emplois chaque mois et la croissance des salaires est régulière. La tendance reste donc en faveur du billet vert. L'euro reste sous la pression de l'économie allemande, alors que le dollar a le soutien de la forte résistance de l'économie américaine.

La devise européenne a été pénalisée, de son côté, par les craintes sur la conjoncture. Les indicateurs PMI ont jeté un froid ce mois-ci, dévoilant la mauvaise santé du secteur manufacturier allemand, moteur de la zone euro. Après ces chiffres, l'euro s'est éloigné du niveau de 1,13 dollar, autour duquel il gravitait, pour passer sous les 1,12.

▪ **PÉTROLE : Brent à 70 \$**

Le prix du baril maintient sa tendance haussière initiée en début d'année. Malgré quelques fluctuations le Brent s'accroche et continue d'évoluer au-dessus des 70 dollars (WTI 62 dollars).

Le baril reste soutenu par les mesures mises en place par l'Opep ainsi que par un certain nombre d'évènements géopolitiques. A commencer par les affrontements en Libye, où la menace d'un embrasement militaire a fait monter d'un cran les craintes sur l'offre de pétrole libyenne. Pour le moment, les affrontements ne semblent pas avoir engendré de perturbation de la production de pétrole. Néanmoins, les événements actuels augmentent le risque d'une possible interruption. C'est ce qui soutient les prix.

Le prix du baril de pétrole bénéficie également de la volonté de Donald Trump d'intensifier ses sanctions à l'encontre de l'Iran. S'il y a un an, le président américain a retiré les Etats-Unis de

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

l'accord sur le nucléaire iranien, réinstaurant des sanctions contre les exportations de pétrole iranien, il avait fini par accorder des dérogations à huit pays (Chine, Grèce, Inde, Italie, Japon, Corée du Sud, Taïwan, Turquie) pour continuer à acheter du brut iranien pendant 6 mois.

Mais Donald Trump a décidé que ces dérogations ne seraient pas reconduites. Il souhaite ramener les exportations iraniennes « à zéro ». Ces annonces ont fait bondir les cours.

Pour éviter la flambée des prix, Trump compte sur l'Arabie Saoudite pour compenser la différence de production.

L'Arabie Saoudite, ennemi juré de l'Iran, a de ce point de vue-là rassuré. Il n'y aura pas de hausse du pétrole. Elle et ses alliés fourniront au marché autant de pétrole que nécessaire pour compenser l'absence du pétrole iranien.

Par ailleurs, l'Arabie saoudite, adversaire régional de l'Iran et allié des Etats-Unis, a annoncé une baisse de ses prix de vente en juin pour toutes ses exportations de brut vers les Etats-Unis. Cette décision est interprétée comme un signe de bonne volonté de Riyad envers Washington.

Le marché semble rassuré par la capacité de cette alliance US-Arabie Saoudite à fournir le pétrole nécessaire sur le marché. Trump ne peut pas se permettre de voir l'essence s'envoler. C'est très impopulaire. Spécialement à la veille de la « driving season », la période estivale.

Les marchés resteront néanmoins très attentifs aux décisions de l'Opep qui décidera de sa nouvelle stratégie en juin prochain.

▪ **OR : En recul**

Le métal fin pâtit du regain d'appétit pour le risque, les marchés des actions ont affiché une forte reprise cette année. Il en résulte que les investisseurs ont moins porté attention à l'or qui a reculé vers les 1280 l'once.

La performance de l'or est fortement influencée par la perception du risque. Le ralentissement des marchés des actions à la fin de l'année avait poussé les investisseurs vers la « valeur refuge ». *A contrario*, l'optimisme nuit à la fonction originelle de l'or.

Les cours ont corrigé alors que le PIB américain se porte bien (+3,2%) dépassant toutes les prévisions de Wall Street.

Par ailleurs, la valeur du dollar, qui est la référence pour le négoce de l'or, est orientée à la hausse ces dernières semaines. Mécaniquement, la valeur de l'once exprimée en monnaie américaine a alors tendance à s'ajuster à la baisse, l'or étant négativement corrélé au dollar.

Néanmoins, quelques éléments soutiennent encore l'or, comme le ton « dovish » de la Fed. Des banques centrales moins restrictives poussent les taux réels à la baisse, ce qui est généralement positif pour le métal jaune.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

L'autre facteur positif vient de la demande physique. Les achats des banques centrales alimentent encore la demande mondiale d'or. L'accroissement des réserves d'or de la Banque centrale chinoise, qui depuis décembre dernier semble engagée dans une politique régulière d'achat de métal jaune positionne désormais la Chine comme le plus gros acheteur d'or en 2019. Devant la Russie qui occupait la tête du classement en 2018. Des achats qui soutiennent les prix.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :
Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF
Association agréée par l'AMF
Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS
SAS au capital de 300 000 E

CONCLUSION

Depuis quelques semaines, les perspectives s'éclaircissent pour la conjoncture mondiale. Aux États-Unis, la croissance a retrouvé une assise solide. Même l'Europe, qui partait d'un niveau très bas, semble se redresser. En Chine, les chiffres de l'économie se sont nettement améliorés. La relance chinoise commence à porter ses fruits et devrait permettre de relancer le commerce mondial au cours du second semestre de l'année. L'attitude accommodante des banques centrales a fini par propulser les indices boursiers proches de leurs plus hauts historiques.

Tout laissait penser que les marchés financiers pouvaient donc se laisser entraîner par leur élan quelques mois supplémentaires. C'était sans compter l'imprévisibilité de Donald Trump.

Si les acheteurs ont gardé la main durant le mois d'avril, soutenus par des signes que les tensions commerciales entre Washington et Pékin s'apaisaient, l'adoption subite depuis quelques jours d'une ligne dure, par Trump, qui brandit à nouveau la menace d'une nouvelle hausse des taxes douanières sur les produits chinois, a échaudé les investisseurs.

Les marchés cherchent à savoir si les menaces de Donald Trump relèvent de la tactique de négociation ou bien si la guerre commerciale va repartir de plus belle.

En passant à nouveau à l'offensive, Donald Trump contrarie l'un des moteurs de l'expansion boursière. Mais, le « timing » est bien choisi. Le président américain intervient à un moment où l'environnement économique plaide en sa faveur. Trump se sent fort pour faire plier la Chine sur les derniers points de négociations. Après la publication d'un PIB américain à 3.2% au premier trimestre et de chiffres de chômage, qui apparaissent comme les meilleurs depuis 50 ans, il a eu la confirmation que l'affrontement avec la Chine n'a eu pour l'instant aucun effet sur l'économie américaine. Alors que la Chine, elle, est impactée. Il a donc décidé de pousser son avantage. Quitte à prendre le risque de provoquer une baisse des marchés.

Trump est un négociateur, il est en période électorale et se sent en position de force avec une économie américaine qui défie toutes les lois de la gravité. Le mois de mai sera donc décisif pour cet accord qui finira par avoir lieu. Même si Trump conserve la main, les enjeux restent importants de part et d'autre. En outre, Trump ne peut pas se permettre de laisser glisser les marchés trop longtemps, la bonne santé de Wall Street étant un marqueur important de sa politique.

L'Equipe recherche et analyse Hets-Capital

Le document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital, mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E